

Table des matières

La préparation du testament – Les questions utiles 9 Philippe DE PAGE

Introduction	9
Section 1. Les questions générales	10
Section 2. Questions spécifiques	12
§ 1. Questions liées à la résidence habituelle du testateur ou à la localisation des actifs successoraux	12
§ 2. Questions spécifiques en lien avec le régime matrimonial	17
§ 3. Questions liées aux contrats d'assurance-vie et à leur incidence sur la rédaction du testament	20
A. La clause – et sa forme	24
B. <i>Quid</i> si le bénéficiaire, tenu au rapport, renonce à la succession?	24
Section 3. Questions liées aux donations antérieures	25
Section 4. Clauses spécifiques dans le testament	26

L'impact du Règlement successoral européen sur la rédaction de quelques actes notariés 31

Laurent BARNICH

Introduction	31
Section 1. Bref exposé des nouvelles règles de conflit de lois portées par le Règlement successoral européen	32
Section 2. L'acte par lequel on choisit la loi applicable	33
Section 3. Les pactes successoraux avant l'entrée en vigueur du Règlement successoral européen	35
Section 4. Les pactes successoraux et le Règlement successoral européen	36
§ 1. Définitions et notions	36
§ 2. La loi applicable à la forme des dispositions à cause de mort	37
§ 3. La loi applicable aux testaments (fond)	38
§ 4. La loi applicable aux pactes successoraux (fond)	40
§ 5. Les donations entre époux de biens à venir	42

§ 6. L'exception d'ordre public international	43
Section 5. Le certificat successoral européen	44
§ 1. Un nouvel acte instrumentaire	44
§ 2. Certificat successoral et acte authentique	45
§ 3. Comparaison entre le certificat d'hérédité de droit interne belge et le certificat successoral européen	45
§ 4. La rédaction du certificat successoral européen	47
Conclusion	48

Le testament destiné au conjoint survivant et le pacte dit «Valkeniers» 49

Philippe DE PAGE et Isabelle DE STEFANI

Introduction	49
Section 1. Rappel succinct des droits successoraux légaux du conjoint survivant	50
Section 2. Le perfectionnement des dispositions légales relatives aux droits successoraux légaux du conjoint survivant	51
§ 1. La combinaison des réserves et son impact sur la rédaction d'écritures testamentaires réduisant le conjoint à sa réserve	51
§ 2. Les donations rapportables en moins-prenant et la rente à servir au conjoint survivant	54
§ 3. Le legs «pour tous droits» et la réserve sur les biens préférentiels	57
§ 4. La conversion de l'usufruit du conjoint survivant	58
Section 3. L'augmentation des droits successoraux légaux du conjoint survivant	60
Section 4. La réduction des droits successoraux légaux du conjoint survivant	64
Section 5. L'article 1388 du Code civil ou le pacte dit «Valkeniers»	66
§ 1. Généralités	66
A. Les objectifs du législateur	66
B. La protection de l'enfant (ou de son descendant) et, indirectement, de la famille d'origine	67
C. L'objet du pacte et ses limites	67
D. Faiblesses	68
§ 2. Questions spécifiques	69
A. L'exhérédation totale – Conséquences et controverses	69
B. L'exhérédation partielle – Conséquences	70

§ 3. Considérations finales	70
Section 6. Illustrations	71
§ 1. Préambule	71
§ 2. La réduction du conjoint à sa réserve, et la composition du complément de sa réserve usufruituaire	71
A. Cas pratique	71
B. Clauses	73
§ 3. La donation rapportable en moins-prenant et le conjoint survivant	73
A. Cas pratique	73
B. Clause	75
§ 4. Le legs « pour tous droits » au conjoint survivant	77
A. Cas pratique	77
B. Clause	78
C. Illustration de la clause précédente	80
§ 5. La modalisation du droit de conversion de l'usufruit du conjoint survivant	82
§ 6. L'augmentation des droits successoraux légaux du conjoint survivant	83
§ 7. La réduction des droits successoraux légaux du conjoint survivant	84
§ 8. Le pacte «Valkeniers»	85
A. Clause d'exhérédation générale	85
B. Clause de renonciation à l'usufruit successoral sur certains biens	85
C. Renonciation à tout droit successoral sur les biens donnés avant le mariage	86
D. Renonciation à la conversion de l'usufruit successoral	86
E. Clause résolutoire du pacte	87
Les clauses de rapport	89
Pierre MOREAU	
Introduction	89
Section 1. Des principes applicables aux clauses relatives au rapport successoral	91
§ 1. Contexte juridique général des clauses de rapport	92
ANTHEMIS	187

A.	Contenu des clauses dérogoires au régime légal du rapport	92
B.	Forme des dérogoations au régime légal du rapport	95
§ 2.	Spécificités des clauses testamentaires	98
A.	Caractères du testament et corollaires	99
B.	Dérogoations, par voie testamentaire, au régime légal du rapport	101
Section 2.	Des différentes clauses possibles	105
§ 1.	Clause de dispense de rapport	105
§ 2.	Clause de dispense de rapport en nature	111
§ 3.	Clause visant à imposer le rapport d'une libéralité initialement précipitaire	114
A.	Clause visant à imposer le rapport d'un legs précipitaire	114
B.	Clause visant à imposer le rapport d'une donation entre vifs précipitaire	114
Conclusion		121

Les personnes incapables ou vulnérables et l'administration de biens *post mortem* 123

Jean FONTEYN et Matthieu VAN MOLLE

Section 1.	Considérations introductives et générales	123
§ 1.	Contextualisation	123
§ 2.	Des questions d'opportunité...	125
§ 3.	Contenu et objectifs de la contribution	127
Section 2.	Propositions d'outils et modèles	128
§ 1.	Le legs <i>de residuo</i>	128
A.	Principes	128
B.	Utilité en matière de gestion de biens des personnes incapables ou vulnérables	130
C.	Proposition de modèle	131
§ 2.	La clause de gestion	132
A.	Principe, origine et nature juridique	132
B.	Utilité en matière de gestion de biens des personnes incapables ou vulnérables	135
C.	Clause de gestion et incapacité : un mariage interdit ?	137
D.	Appréciation de la licéité, en droit belge, de la clause d'administration	138

E.	Proposition de modèle	140
§ 3.	Le legs d'usufruit et le legs à terme suspensif	143
A.	Principes	143
B.	Utilité et limites du procédé	144
C.	Modèle	146
§ 4.	La fondation privée	146
A.	Principes	146
B.	Utilité en matière de gestion de biens des personnes incapables ou vulnérables	147
C.	Proposition de modèle	150
§ 5.	Le gel du patrimoine	153
A.	Clauses d'inaliénabilité	153
B.	Société de droit commun	154
C.	Organisation financière	155
§ 6.	Tempéraments aux règles des régimes d'incapacité	156
A.	Tutelle et administration datives	156
B.	Exclusion du droit de jouissance légale des parents	157
 La fiscalité successorale dans les familles recomposées		159
André CULOT		
Section 1.	Définitions et textes légaux	159
§ 1.	Droit civil	159
A.	Droits successoraux du cohabitant légal	159
B.	Droits successoraux de l'adopté plénier	160
C.	Droits successoraux de l'adopté simple	161
§ 2.	Droit fiscal	162
A.	Région wallonne	162
B.	Région de Bruxelles-Capitale	163
C.	Région flamande	164
Section 2.	Incidences du droit civil pour le cohabitant légal au regard du Code des droits de succession ou du Vlaamse Codex Fiscaliteit	166
§ 1.	Définitions en droits de succession de la notion de cohabitant – Tableau comparatif	166
§ 2.	Incidences directes pour le cohabitant légal	168
ANTHEMIS		189

A.	Obligation de déclarer	168
B.	Expertise préalable des biens de la succession	168
C.	Tarifs applicables – Distinction entre Régions	168
§ 3.	Incidences indirectes pour le cohabitant légal	169
A.	Incidences en matière de fictions	169
B.	Exclusion de certaines dettes du passif	170
C.	Paiement des droits de succession	171
Section 3.	Régimes particuliers applicables aux familles recomposées	171
§ 1.	Décrets ou ordonnances applicables	171
§ 2.	Régimes particuliers applicables en Région wallonne	172
A.	Conjoints divorcés ou séparés de corps, déclaration de cessation de cohabitation et enfants communs	172
B.	Personne venant à la succession en sa qualité à la fois de cohabitant et d’héritier légal	172
C.	Cohabitation légale et adoption simple	173
D.	Famille recomposée	174
E.	Famille d’accueil et tutelle	175
§ 3.	Régimes applicables en Région de Bruxelles-Capitale	176
A.	Conjoints divorcés ou séparés de corps, déclaration de cessation de cohabitation et enfants communs	176
B.	Assimilation d’enfants à des successeurs en ligne directe	177
C.	Cohabitation légale et adoption simple	180
§ 4.	Régimes particuliers applicables en Région flamande	180
A.	Conjoints divorcés ou séparés de corps, déclaration de cessation de cohabitation et enfants communs	180
B.	Enfant d’un autre lit – Tarif applicable	181
C.	Enfant non biologique – Tarif applicable	183
D.	Enfant adoptif – Tarif applicable	183